Date : 24/09/2013
Pays : FRANCE
Page(s) : 27-30
Rubrique : POUR VOS DOSSIERS
Périodicité : Quotidien
Surface : 242 %

Bulletin Quotidien

Proposition de loi relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération – Ce texte du sénateur (PS) du Val d'Oise Alain RICHARD a été définitivement adopté.

Proposition de loi relative aux juridictions de proximité – Ce texte du président (PS) de la commission des Lois du Sénat Jean-Pierre SUEUR, sur lequel le gouvernement a engagé la procédure accélérée, reporte au 1er janvier 2015 la suppression des juridictions de proximité, initialement programmée au 1er janvier 2013 (cf. "BQ" du 30 octobre 2012). Il a été adopté par un vote conforme de l'Assemblée nationale (cf. "BQ" du 14 décembre 2012).

Proposition de loi relative au contrôle des normes applicables aux collectivités territoriales et à la simplification de leur fonctionnement – Ce texte du sénateur (UMP) du Loiret Eric DOLIGE a été adopté en deuxième lecture au Sénat mais n'a pas été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives – Ce texte du groupe CRC au Sénat a été renvoyé en commission lors de son examen en première lecture par l'Assemblée nationale.

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers de Paris – Ce texte déposé par M. URVOAS a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et transmis au Sénat où il n'a pas été inscrit à l'ordre du jour.

Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris – Ce texte de M. SUEUR, sur lequel le gouvernement a engagé la procédure accélérée et qui reprend la proposition précédente, a été définitivement adopté. Il révise le nombre de conseillers de Paris par arrondissement, après la censure par le Conseil constitutionnel (cf. "BQ" des 16 mai et 18 juillet).

A noter que les propositions de loi UMP portant création des principes d'adaptabilité et de subsidiarité en vue d'une mise en œuvre différenciée des normes en milieu rural, visant à former aux cinq gestes qui sauvent face à un accident de la route lors de la préparation des permis de conduire, précisant les conditions de l'usage légal de la force armée par les représentants de l'ordre dans l'exercice de leurs missions et renforçant la protection fonctionnelle des policiers et des gendarmes, visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en œuvre de la procédure d'évacuation forcée, et relative au respect de la neutralité religieuse dans les entreprises et les associations ainsi que celles, constitutionnelle et organique, tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales ont toutes été rejetées en première lecture par l'Assemblée nationale.

Tous droits de reproduction réservés